FÉDÉRATION DES FINANCES

FINANCES INFORMATIONS

N°171
ISSN : 0292-8876

Fédération des Finances FORCE OUVRIERE - 46, rue des petites écuries - 75010 Paris • www.financesfo.fr

Des élections gagnantes pour FO
1936 Les congés payés
LONGEVILLE SUR MER 2016
BANQUE DE FRANCE EN GRÈVE !
21ème Congrès à Branville
21ème Congrès : Les Résolutions
BRANVILLE 2023
Les débats
Accords PSC et Handicap
DES AVANCÉES pour les agents

« LE PAPIER ... ...C'EST FINI ! »

1e trimestre 2025

Le Journal Finances Informations ne sera plus envoyé en version papier

Pour ne pas rompre le fil de l'actualité fédérale, merci de nous communiquer par message sur fo.finances@orange.fr, l'adresse mail sur laquelle vous souhaitez recevoir le Journal.

Tous les journaux Finances Informations sont également en ligne sur notre site internet financesfo.fr

Et n'oubliez pas

Vous bénéficiez de 66 % de déduction fiscale ou de crédit d'impôt sur le montant global de votre cotisation syndicale.

FO

FÉDÉRATION DES FINANCES

Sommaire

Budget 2

CSA Ministériel
Propos de la Ministre 2

Loi de Finances 2025
Tableau des crédits 3

Retraite progressive 6

La retraite progressive dans la fonction publique 6

Action sociale 8

CDAS : autorisations d'absence (ASA)
Note SG du 14 novembre 2023 8

Vie des syndicats 9

F.O. - FINANCES INFORMATIONS

FINANCES-INFORMATIONS
Publication de la Fédération des Finances-FO

Notre site internet : www.financesfo.fr

adresse e-mail : fo.finances@orange.fr

Administration et Rédaction :
46, rue des Petites-Écuries 75010 Paris

Tél. : 01 42 46 75 20

Directeur de la publication : Pascaline Kerhoas
N° Commission Paritaire 1025 5 06604

Crédit photos : Fédération des Finances, FO Hebdo, Freepik

Conception et impression :
Chevillon Imprimeur
26 Bd Kennedy 89100 Sens

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le pire n'est jamais si loin !

2 millions de fonctionnaires appelés à démissionner, placés en congés jusque fin septembre au risque d'être limogés en cas de refus.

« Qu'avez-vous fait la semaine dernière ? Décrivez 5 tâches accomplies au cours de cette période ! » Tel est le message reçu par l'ensemble des agents publics, sous peine d'être licencier en cas de non réponse.

Un décret présidentiel met fin aux fonctions « diversité, égalité, inclusion » dans l'administration.

Pas de panique, il ne s'agit pas de mesures annoncées par le récent gouvernement « Bayrou ».

Ça n'est toutefois pas non plus de la « politique fiction », puisque c'est une réalité aux USA depuis l'arrivée au pouvoir de D. TRUMP, avec l'aide d'E. MUSK, son conseiller et selon certaines estimations, homme le plus riche du monde. On est bien loin de « l'Amérique » enviée par Joe Dassin en 1970 !

A Bercy, la ministre chargée des comptes publics, Amélie de Montchalin a présidé son premier CSAM début mars en confirmant le gel de la valeur du point d'indice, la fin de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), la diminution des indemnités de congés maladie et les suppressions d'effectifs !

Par ailleurs, la ministre a fait part de la demande du Premier Ministre de procéder à une revue des missions de chaque administration, avec une réflexion pour les faire évoluer. Pour mémoire, c'était l'objet de la RGPP (révision générale des politiques publiques) en 2007 qui a engendré le démantèlement de pans entiers des services économiques et financiers et la suppression de dizaines de milliers d'emplois !

Début mars, à la demande du Premier Ministre a débuté un cycle de discussions entre organisations syndicales et patronales avec l'objectif de « remettre en chantier » la réforme des retraites de 2023 et afin de « rétablir l'équilibre financier du système de retraites à un horizon proche. »

Ni le format, ni le périmètre, ni la méthode ne laissaient entrevoir une quelconque avancée, d'où le départ de la confédération FO ! D'ailleurs, François Bayrou ce 16 mars, sur France Inter, a sans doute « enterré « le « conclave « en se prononçant contre le recul de l'âge de départ fixé à 64 ans dans la réforme de 2023 !

FO reste sur sa revendication, l'abrogation de la réforme de 2023.

Et parce que le pire n'est jamais loin, notre fédération continuera d'être vigilante.

Rester sur ses gardes est impératif !

La Secrétaire Générale
Pascaline KERHOAS

CSAM : Propos de la Ministre

Présidé par Madame Amélie de Montchalin, ministre chargée des Comptes publics, le Comité Social d'Administration du 11 mars 2025 était en grande partie consacré à la discussion du budget 2025 pour les ministères économiques et financiers.

La ministre a rappelé son attachement à un dialogue social authentique et sincère, d'autant plus important dans les moments où il faut partager les contraintes et lancer des changements. Elle tient à remercier les agents qui se sont impliqués dans cette phase de budget qui fut longue et douloureuse. Elle salue leur motivation et leur engagement à servir le pays. Passées ces belles paroles, et comme l'a souligné ***FO Finances*** dans sa déclaration liminaire, au-delà des mots, le budget 2025 est synonyme pour les agents de recul de droits : baisse de l'indemnisation des arrêts maladies, gel du point d'indice et fin de la GIPA.

Le Premier Ministre a demandé aux administrations de procéder à une revue de missions (un retour à la RGPP, révision générale des politiques publiques, qui ne dit pas son nom) avec une réflexion pour les faire évoluer. Il faut revoir nos dispositifs et prioriser nos missions pour être plus efficace et mieux répondre aux attentes des Français.

La ministre a annoncé la création d'une réserve de précaution interministérielle afin de faire face aux aléas.

Dans le pays s'est installé une forme de doute sur le travail des agents de Bercy, ce contexte oblige à changer notre méthode dans le suivi de notre budget. La ministre a présenté un plan d'action de suivi du budget afin de partager la réalité de la contrainte entre tous les partenaires institutionnels et l'ensemble des Français. Il sera mis en place dès le mois d'avril.

Sur l'action sociale, le budget est maintenu à hauteur des crédits exécutés en 2024 sans réserve de précaution, au niveau ministériel. La ministre souhaite également revoir les prestations en fonction des besoins des agents. ***FO Finances*** estime que maintenir les crédits 2024 marque de fait une baisse de budget, mais surtout, la revue des prestations ne peut se faire qu'en concertation avec les représentants au CNAS.

Concernant la PSC, la ministre a souligné la signature unanime d'un accord incluant un couplage obligatoire santé/prévoyance. Cela illustre l'importance de ce sujet dans notre ministère. La procédure suit son cours pour une mise en place au premier janvier 2026. Les agents seront largement informés pour expliquer l'importance et le bénéfice de cette PSC.

La sécurité des agents reste un chantier prioritaire en 2025. Tous les agents doivent trouver un espace de travail sécurisant, y compris avec les collègues et nécessite donc un travail sur le harcèlement et la discrimination. A l'interrogation de ***FO Finances*** sur la protection fonctionnelle dans le cadre de la réforme des gestionnaires publics, la ministre a précisé qu'elle envoyait ce jour une note au premier ministre pour demander l'extension de la protection fonctionnelle aux juridictions financières.

La ministre souhaite également une mobilisation de l'ensemble des acteurs sur l'égalité professionnelle femmes-hommes, les primo-affectations, la parentalité, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et le sexisme ordinaire.

Fin de la mobilité forcée : une revendication FO Finances

En réponse à notre liminaire, la directrice de la DGFIP a reconnu l'existence de freins à la promotion liés à la mobilité géographique. De son point de vue, la DGFIP ne peut pas renoncer complètement à la mobilité lors d'un concours.

Nous avons rappelé donc encore une fois que notre revendication était claire et explicite : la fin d'une mobilité nationale imposée pour les lauréats du CIS et de la liste d'aptitude de C en B. Il faut replacer les choses dans leur contexte. Actuellement certains agents ne candidatent pas car le gain de rémunération est bien inférieur aux contraintes d'une double résidence. Il y a un peu plus de 30 000 agents de catégorie B à la DGFIP, avec 1 800 vacances d'emplois. Ce sujet concerne environ 900 lauréats de C en B (hors CIN). Ces agents pourraient avoir l'assurance et la garantie d'un maintien dans leur département, s'ils le désirent.

FO Finances a bien compris dans les propos de l'administration que ce refus était lié, en grande partie, à la position des autres syndicats qui ne considèrent pas cette mobilité forcée comme pénalisante dans le déroulement de carrière de ces agents. Etrange posture du point de vue de l'égalité professionnelle femmes/hommes !

FO Finances a dénoncé dans sa déclaration liminaire le budget 2025, symbole de l'austérité et des efforts demandés une nouvelle fois aux agents publics : gel du point d'indice, fin de la GIPA et baisse de l'indemnisation des arrêts maladie.

Notre ministère est encore une fois le seul impacté par des suppressions d'emplois, portées surtout sur la DGFIP, ce qui est inacceptable et ceux ne sont pas les remerciements de notre ministre qui feront oublier les promesses non tenues de ses prédécesseurs.

LFI 2025 Tableau des crédits

en euros	LFI 2024		PLF 2025		Amendements adoptés				LFI 2025	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (1)	**28 534 895 252**	**28 224 406 715**	**26 513 260 571**	**25 725 983 198**	**1 045 223 531**		**-**	**675 085 630**	**27 558 484 102**	**25 050 897 568**
MEFSIN Titre 2 - HCAS	*6 876 614 312*	*6 876 614 312*	*6 886 328 133*	*6 886 328 133*	-	*32 306 035*	-	*32 306 035*	*6 854 022 098*	*6 854 022 098*
MEFSIN Titre 2 - CAS	*2 845 779 764*	*2 845 779 764*	*2 953 636 456*	*2 953 636 456*	-		-		*2 953 636 456*	*2 953 636 456*
MEFSIN Titre 2	***9 722 394 076***	***9 722 394 076***	***9 839 964 589***	***9 839 964 589***	**-**	***32 306 035***	**-**	***32 306 035***	***9 807 658 554***	***9 807 658 554***
MEFSIN Hors titre 2	***18 812 501 176***	***18 502 012 639***	***16 673 295 982***	***15 886 018 609***		***1 077 529 566***	**-**	***642 779 595***	***17 750 025 548***	***15 243 239 015***
Mission Economie	**4 233 376 247**	**4 293 248 047**	**3 650 489 740**	**3 884 818 906**		**1 405 258 038**	**-**	**155 633 793**	**5 055 747 778**	**3 729 185 113**
Titre 2 - HCAS	*729 695 292*	*729 695 292*	*733 994 425*	*733 994 425*	-	*3 299 309*	-	*3 299 309*	*730 695 116*	*730 695 116*
Titre 2 - CAS	*230 233 274*	*230 233 274*	*231 025 850*	*231 025 850*	-		-		*231 025 850*	*231 025 850*
Total Titre 2	***959 928 566***	***959 928 566***	***965 020 275***	***965 020 275***	**-**	***3 299 309***	**-**	***3 299 309***	***961 720 966***	***961 720 966***
Hors titre 2	***3 273 447 681***	***3 333 319 481***	***2 685 469 465***	***2 919 798 631***		***1 408 557 347***	**-**	***152 334 404***	***4 096 026 812***	***2 767 464 147***
134 - Développement des entreprises et régulations	2 946 947 565	2 656 729 661	2 427 573 916	2 457 738 414		1 428 297 125	-	121 702 875	3 855 871 041	2 336 035 539
Titre 2 - HCAS	*312 178 233*	*312 178 233*	*315 782 112*	*315 782 112*	-	*1 564 827*	-	*1 564 827*	*314 217 285*	*314 217 285*
Titre 2 - CAS	*101 550 379*	*101 550 379*	*98 274 690*	*98 274 690*	-		-		*98 274 690*	*98 274 690*
Total Titre 2	***413 728 612***	***413 728 612***	***414 056 802***	***414 056 802***	**-**	***1 564 827***	**-**	***1 564 827***	***412 491 975***	***412 491 975***
Hors titre 2	***2 533 218 953***	***2 243 001 049***	***2 013 517 114***	***2 043 681 612***		***1 429 861 952***	**-**	***120 138 048***	***3 443 379 066***	***1 923 543 564***
220 - Statistiques et études économiques	485 760 309	473 471 923	472 449 316	473 331 347	-	2 886 965	-	886 965	469 562 351	472 444 382
Titre 2 - HCAS	*289 492 566*	*289 492 566*	*290 884 913*	*290 884 913*	-	*1 206 408*	-	*1 206 408*	*289 678 505*	*289 678 505*
Titre 2 - CAS	*106 434 015*	*106 434 015*	*110 816 017*	*110 816 017*	-		-		*110 816 017*	*110 816 017*
Total Titre 2	***395 926 581***	***395 926 581***	***401 700 930***	***401 700 930***	**-**	***1 206 408***	**-**	***1 206 408***	***400 494 522***	***400 494 522***
Hors titre 2	***89 833 728***	***77 545 342***	***70 748 386***	***71 630 417***	**-**	***1 680 557***		***319 443***	***69 867 829***	***71 949 860***
305 - Stratégies économiques	703 733 373	698 576 373	702 781 543	705 919 543	-	50 015 613	-	12 481 311	652 765 930	693 438 232
Titre 2 - HCAS	*128 024 493*	*128 024 493*	*127 327 400*	*127 327 400*	-	*528 074*	-	*528 074*	*126 799 326*	*126 799 326*
Titre 2 - CAS	*22 248 880*	*22 248 880*	*21 935 143*	*21 935 143*	-		-		*21 935 143*	*21 935 143*
Total Titre 2	***150 273 373***	***150 273 373***	***149 262 543***	***149 262 543***	**-**	***528 074***	**-**	***528 074***	***148 734 469***	***148 734 469***
Hors titre 2	***553 460 000***	***548 303 000***	***553 519 000***	***556 657 000***	**-**	***49 487 539***	**-**	***11 953 237***	***504 031 461***	***544 703 763***
343 - Plan France Très Haut Débit	96 935 000	464 470 090	47 684 965	247 829 602		29 863 491	-	20 562 642	77 548 456	227 266 960
Hors titre 2	***96 935 000***	***464 470 090***	***47 684 965***	***247 829 602***		***29 863 491***	**-**	***20 562 642***	***77 548 456***	***227 266 960***
367 - Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 sur le compte d'affectation spéciale «Participations financières de l'État»	-	-	-	-	-		-		-	-
Hors titre 2	-	-	-	-	-		-		-	-
Mission Recherche et enseignement supérieur	**2 578 316 082**	**2 588 816 082**	**2 282 838 140**	**2 286 838 140**	**-**	**126 840 308**	**-**	**126 840 308**	**2 155 997 832**	**2 159 997 832**
Hors titre 2	***2 578 316 082***	***2 588 816 082***	***2 282 838 140***	***2 286 838 140***	**-**	***126 840 308***	**-**	***126 840 308***	***2 155 997 832***	***2 159 997 832***
192. - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	678 136 541	688 636 541	367 158 599	371 158 599	-	20 351 612	-	20 351 612	346 806 987	350 806 987
Hors titre 2	***678 136 541***	***688 636 541***	***367 158 599***	***371 158 599***	**-**	***20 351 612***	**-**	***20 351 612***	***346 806 987***	***350 806 987***
193 - Recherche spaciale	1 900 179 541	1 900 179 541	1 915 679 541	1 915 679 541	-	106 488 696	-	106 488 696	1 809 190 845	1 809 190 845
Hors titre 2	***1 900 179 541***	***1 900 179 541***	***1 915 679 541***	***1 915 679 541***	**-**	***106 488 696***	**-**	***106 488 696***	***1 809 190 845***	***1 809 190 845***

en euros	LFI 2024		PLF 2025		Amendements adoptés				LFI 2025	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (1)	**28 534 895 252**	**28 224 406 715**	**26 513 260 571**	**25 725 983 198**	**1 045 223 531**		**-**	**675 085 630**	**27 558 484 102**	**25 050 897 568**
Mission Aide publique au développement	**2 787 128 248**	**2 337 910 235**	**2 519 229 419**	**1 720 674 817**	**-**	**58 000 000**	**-**	**208 000 000**	**2 461 229 419**	**1 512 674 817**
110. - Aide économique et financière au développement	2 787 128 248	2 337 910 235	2 519 229 419	1 720 674 817	-	58 000 000	-	208 000 000	2 461 229 419	1 512 674 817
Hors titre 2	***2 787 128 248***	***2 337 910 235***	***2 519 229 419***	***1 720 674 817***	**-**	***58 000 000***	**-**	***208 000 000***	***2 461 229 419***	***1 512 674 817***
Mission Engagements financiers de l'Etat *(hors charge de la dette)*	**1 973 502 785**	**2 161 172 095**	**1 104 647 646**	**1 285 684 245**	**-**	**6 209 762**	**-**	**15 627 092**	**1 098 437 884**	**1 270 057 153**
114 - Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1 902 436 463	1 902 436 463	985 272 597	985 272 597	-		-		985 272 597	985 272 597
Hors titre 2	***1 902 436 463***	***1 902 436 463***	***985 272 597***	***985 272 597***	**-**		**-**		***985 272 597***	***985 272 597***
145 - Epargne	71 066 322	71 066 322	119 375 049	119 375 049	-	6 209 762	-	6 209 762	113 165 287	113 165 287
Hors titre 2	***71 066 322***	***71 066 322***	***119 375 049***	***119 375 049***	**-**	***6 209 762***	**-**	***6 209 762***	***113 165 287***	***113 165 287***
336 - Dotation du Mécanisme européen de stabilité	-	-	-	-	-		-		-	-
Hors titre 2			**-**	**-**	**-**		**-**		**-**	**-**
344 - Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	-	187 669 310	-	181 036 599	-		-	9 417 330	-	171 619 269
Hors titre 2	**-**	***187 669 310***	**-**	***181 036 599***	**-**		**-**	***9 417 330***	**-**	***171 619 269***
Mission Gestion des finances publiques	**10 811 377 220**	**10 899 839 683**	**11 064 944 738**	**10 971 512 721**	**-**	**112 204 263**	**-**	**112 204 263**	**10 952 740 475**	**10 859 308 458**
Titre 2 - HCAS	*6 146 919 020*	*6 146 919 020*	*6 152 333 708*	*6 152 333 708*	-	*29 006 726*	-	*29 006 726*	*6 123 326 982*	*6 123 326 982*
Titre 2 - CAS	*2 615 546 490*	*2 615 546 490*	*2 722 610 606*	*2 722 610 606*	-		-		*2 722 610 606*	*2 722 610 606*
Total Titre 2	***8 762 465 510***	***8 762 465 510***	***8 874 944 314***	***8 874 944 314***	**-**	***29 006 726***	**-**	***29 006 726***	***8 845 937 588***	***8 845 937 588***
Hors titre 2	***2 048 911 710***	***2 137 374 173***	***2 190 000 424***	***2 096 568 407***	**-**	***83 197 537***	**-**	***83 197 537***	***2 106 802 887***	***2 013 370 870***
156 - Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 080 622 306	8 138 123 940	8 255 484 171	8 209 484 171	-	72 003 730	-	72 003 730	8 183 480 441	8 137 480 441
Titre 2 - HCAS	*4 834 691 279*	*4 834 691 279*	*4 816 306 238*	*4 816 306 238*	-	*22 889 589*	-	*22 889 589*	*4 793 416 649*	*4 793 416 649*
Titre 2 - CAS	*2 068 740 367*	*2 068 740 367*	*2 155 058 393*	*2 155 058 393*	-		-		*2 155 058 393*	*2 155 058 393*
Total Titre 2	***6 903 431 646***	***6 903 431 646***	***6 971 364 631***	***6 971 364 631***	**-**	***22 889 589***	**-**	***22 889 589***	***6 948 475 042***	***6 948 475 042***
Hors titre 2	***1 177 190 660***	***1 234 692 294***	***1 284 119 540***	***1 238 119 540***	**-**	***49 114 141***	**-**	***49 114 141***	***1 235 005 399***	***1 189 005 399***
218 - Conduite et pilotage des politiques économique et financière	991 367 039	1 054 761 167	999 272 686	983 840 667	-	19 538 841	-	19 538 841	979 733 845	964 301 826
Titre 2 - HCAS	*385 969 716*	*385 969 716*	*383 970 693*	*383 970 693*	-	*1 592 469*	-	*1 592 469*	*382 378 224*	*382 378 224*
Titre 2 - CAS	*143 685 034*	*143 685 034*	*144 116 392*	*144 116 392*	-		-		*144 116 392*	*144 116 392*
Total Titre 2	***529 654 750***	***529 654 750***	***528 087 085***	***528 087 085***	**-**	***1 592 469***	**-**	***1 592 469***	***526 494 616***	***526 494 616***
Hors titre 2	***461 712 289***	***525 106 417***	***471 185 601***	***455 753 582***	**-**	***17 946 372***	**-**	***17 946 372***	***453 239 229***	***437 807 210***
302 - Facilitation et sécurisation des échanges	1 739 387 875	1 706 954 576	1 810 187 881	1 778 187 882	-	20 661 692	-	20 661 692	1 789 526 189	1 757 526 191
Titre 2 - HCAS	*926 258 025*	*926 258 025*	*952 056 777*	*952 056 777*	-	*4 524 668*	-	*4 524 668*	*947 532 109*	*947 532 109*
Titre 2 - CAS	*403 121 089*	*403 121 089*	*423 435 821*	*423 435 821*	-		-		*423 435 821*	*423 435 821*
Total Titre 2	***1 329 379 114***	***1 329 379 114***	***1 375 492 598***	***1 375 492 598***	**-**	***4 524 668***	**-**	***4 524 668***	***1 370 967 930***	***1 370 967 930***
Hors titre 2	***410 008 761***	***377 575 462***	***434 695 203***	***402 695 284***	**-**	***16 137 024***	**-**	***16 137 023***	***418 558 259***	***386 558 261***
Mission Régimes sociaux et de retraites	**5 441 351 285**	**5 415 552 868**	**5 216 154 264**	**5 216 154 264**		**3 469 905**		**3 469 905**	**5 219 624 169**	**5 219 624 169**
195. - Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 075 655 467	1 049 857 050	1 034 139 621	1 034 139 621		52 655 635		52 655 635	1 086 795 256	1 086 795 256
Hors titre 2	***1 075 655 467***	***1 049 857 050***	***1 034 139 621***	***1 034 139 621***		***52 655 635***		***52 655 635***	***1 086 795 256***	***1 086 795 256***
198 - Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 365 695 818	4 365 695 818	4 182 014 643	4 182 014 643		- 49 185 730		- 49 185 730	4 132 828 913	4 132 828 913
Hors titre 2	***4 365 695 818***	***4 365 695 818***	***4 182 014 643***	***4 182 014 643***		***- 49 185 730***		***- 49 185 730***	***4 132 828 913***	***4 132 828 913***
Mission transformation et fonction publiques	**709 843 385**	**527 867 705**	**674 956 624**	**360 300 105**		**- 60 250 079**		**- 60 250 079**	**614 706 545**	**300 050 026**
348 - Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi occupants	709 843 385	527 867 705	674 956 624	360 300 105		- 60 250 079		- 60 250 079	614 706 545	300 050 026
Hors titre 2	***709 843 385***	***527 867 705***	***674 956 624***	***360 300 105***		***- 60 250 079***		***- 60 250 079***	***614 706 545***	***300 050 026***
Ministère de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification	**543 704 937**	**567 853 976**	**406 489 457**	**440 278 893**	**-**	**18 211 296**	**-**	**18 211 296**	**388 278 161**	**422 067 597**
Mission transformation et fonction publiques	**543 704 937**	**567 853 976**	**406 489 457**	**440 278 893**	**-**	**18 211 296**	**-**	**18 211 296**	**388 278 161**	**422 067 597**
Titre 2 - HCAS	*45 823 411*	*45 823 411*	*46 206 496*	*46 206 496*	-	*454 964*	-	*454 964*	*45 751 532*	*45 751 532*
Titre 2 - CAS	*7 332 337*	*7 332 337*	*9 512 158*	*9 512 158*	*290 000*			*290 000*	*9 802 158*	*9 802 158*
Total Titre 2	***53 155 748***	***53 155 748***	***55 718 654***	***55 718 654***	**-**	***164 964***	**-**	***164 964***	***55 553 690***	***55 553 690***
Hors titre 2	***490 549 189***	***514 698 228***	***350 770 803***	***384 560 239***	**-**	***18 046 332***	**-**	***18 046 332***	***332 724 471***	***366 513 907***

en euros	LFI 2024		PLF 2025		Amendements adoptés				LFI 2025	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (1)	**28 534 895 252**	**28 224 406 715**	**26 513 260 571**	**25 725 983 198**	**1 045 223 531**		**-**	**675 085 630**	**27 558 484 102**	**25 050 897 568**
148 - Fonction publique	275 775 829	282 563 995	275 081 997	276 780 163	-	11 583 896	-	11 583 896	263 498 101	265 196 267
Titre 2 - HCAS	*290 000*	*290 000*	*290 000*	*290 000*	-		-		*290 000*	*290 000*
Titre 2 - CAS	-	-	-	-	-		-			
Total Titre 2	***290 000***	***290 000***	***290 000***	***290 000***	-		-		***290 000***	***290 000***
Hors titre 2	***275 485 829***	***282 273 995***	***274 791 997***	***276 490 163***	-	***11 583 896***	-	***11 583 896***	***263 208 101***	***264 906 267***
349 - Fonds pour la transformation de l'action publique	145 463 360	162 824 233	77 478 806	109 570 076	-	6 462 436	-	6 462 436	71 016 370	103 107 640
Titre 2 - HCAS	*1 500 000*	*1 500 000*	*1 500 000*	*1 500 000*	-		-		*1 500 000*	*1 500 000*
Titre 2 - CAS	-	-	-	-	-		-		-	-
Total Titre 2	***1 500 000***	***1 500 000***	***1 500 000***	***1 500 000***	-		-		***1 500 000***	***1 500 000***
Hors titre 2	***143 963 360***	***161 324 233***	***75 978 806***	***108 070 076***	-	***6 462 436***	-	***6 462 436***	***69 516 370***	***101 607 640***
351 - Fonds d'accompagnement interministériel ressources humaines	-	-	-	-	-		-		-	-
Titre 2 - HCAS			-	-	-		-		-	-
Titre 2 - CAS	-	-	-	-	-		-		-	-
Total Titre 2	-	-	-	-	-		-		-	-
Hors titre 2			-	-	-		-		-	-
352 - Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	74 100 000	74 100 000	-	-	-		-		-	-
Titre 2 - HCAS	*3 000 000*	*3 000 000*	-	-	-		-		-	-
Titre 2 - CAS	-	-	-	-	-		-		-	-
Total Titre 2	***3 000 000***	***3 000 000***	-	-	-		-		-	-
Hors titre 2	***71 100 000***	***71 100 000***	-	-	-		-		-	-
368 - Conduite et pilotage de la transformation publique	48 365 748	48 365 748	53 928 654	53 928 654	-	164 964	-	164 964	53 763 690	53 763 690
Titre 2 - HCAS	*41 033 411*	*41 033 411*	*44 416 496*	*44 416 496*	-	*164 964*	-	*164 964*	*44 251 532*	*44 251 532*
Titre 2 - CAS	*7 332 337*	*7 332 337*	*9 512 158*	*9 512 158*	-		-		*9 512 158*	*9 512 158*
Total Titre 2	***48 365 748***	***48 365 748***	***53 928 654***	***53 928 654***	-	***164 964***	-	***164 964***	***53 763 690***	***53 763 690***
Hors titre 2	-	-	-	-	-		-		-	-

(1) Hors remboursements et dégrèvements, charge de la dette, crédits non répartis.

LOI DE FINANCES 2025

La retraite progressive dans la fonction publique

Depuis le 1er septembre 2023, consécutivement à la réforme des retraites du 16 mars 2023, les fonctionnaires titulaires peuvent bénéficier de la retraite progressive pratiquement dans les mêmes conditions que les salariés du privé.

La retraite progressive permet d'aménager la transition entre l'activité et la retraite.

Le Principe

Le principe de la retraite progressive est simple : il consiste à aménager, en fin de carrière, une période pendant laquelle le temps de travail est réduit. Le traitement est versé à proportion du temps de travail, majoré d'une partie de la pension de retraite.

Cela permet de « lever le pied » pendant les dernières années sans trop diminuer les revenus, et tout en **continuant d'accumuler des trimestres** pour la retraite.

Mise en œuvre

- La demande de retraite progressive ne peut se faire qu'**une fois dans la carrière**.
- La demande de retraite progressive doit être déposée au minimum **6 mois avant la date effective de mise en œuvre** (délai nécessaire à la gestion de la demande).
- **SI L'AGENT EST DÉJÀ À TEMPS PARTIEL** : déposer sa demande de retraite progressive, sans obligation de modification de sa quotité de temps de travail.
- **SI L'AGENT EXERCE À TEMPS COMPLET :** déposer sa demande de temps partiel de manière concomitante.

ATTENTION : cette demande de temps partiel peut être rejetée ! Dans ce cas, la demande de retraite progressive sera elle aussi rejetée.

Conditions d'éligibilité

- Déposer la demande à **2 ans ou moins** de l'âge d'ouverture des droits ;
- Justifier de **150 trimestres** en durée d'assurance, tous régimes confondus ;
- Bénéficier d'une **autorisation de temps partiel** (Art L612-1 du Code général de la Fonction publique) à savoir quotités comprises entre 50 et 90%. La demande de temps partiel peut être antérieure ou être demandée de manière concomitante (hors temps partiel thérapeutique).

Date de naissance	Age minimal pour demander la retraite progressive
Avant le 01/09/1961	60 ans
Du 01/09/1961 au 31/12/1961	60 ans et 3 mois
1962	60 ans et 6 mois
1963	60 ans et 9 mois
1964	61 ans
1965	61 ans et 3 mois
1966	61 ans et 6 mois
1967	61 ans et 9 mois
1968	62 ans

La demande de temps partiel

La retraite progressive est donc soumise de fait à l'acceptation par l'administration de la demande de travail à temps partiel, que cette demande soit de droit ou sur autorisation (sauf le temps partiel thérapeutique).

Attention, l'employeur peut refuser de délivrer une autorisation de travail à temps partiel dans les conditions de droit commun (donc pas de retraite progressive possible) ou refuser la quotité demandée.

Les procédures de contestation sont donc les mêmes que pour les demandes de temps partiel de droit commun : entretien préalable au refus, courrier de l'administration, possibilité de recours gracieux et de saisine de la CAP.

Comment faire la demande de retraite progressive ?

Le fonctionnaire d'État à temps plein doit faire sa demande au Service des Retraites de l'État (Nantes) au moins 6 mois avant la date de versement de sa retraite progressive. Parallèlement il lui faudra demander à son employeur l'autorisation de travailler à temps partiel.

Pour le fonctionnaire déjà à temps partiel, il peut demander la retraite progressive à tout moment. A noter que la quotité de temps partiel peut être modifiée au cours de la retraite progressive, et la retraite partielle ainsi que la rémunération est alors ajustée à cette nouvelle quotité. La retraite progressive n'est pas limitée dans le temps mais elle prend fin, au plus tard, à l'atteinte de la limite d'âge personnelle ou à celle afférente à l'emploi occupé. Cependant il est possible de poursuivre en retraite progressive au-delà de la limite d'âge grâce aux différents dispositifs de prolongation d'activité et maintien en fonctions.

Attention : le retour à temps plein durant cette période met fin à la retraite progressive.

Quel montant ?

- **PENDANT LA RETRAITE PROGRESSIVE :**

La pension partielle est calculée sur la base de la pension de retraite à laquelle le fonctionnaire aurait droit s'il cessait définitivement ses fonctions. S'il manque des trimestres au fonctionnaire au moment de la demande, ce dernier subira une décote, correspondant au nombre de trimestres manquants, jusqu'à son départ officiel à la retraite. Cette base est ensuite proratisée en fonction de la quotité de temps de travail non effectué :

- Quotité de temps partiel de 50 % : durant cette période le fonctionnaire continue de percevoir son salaire au prorata du temps travaillé, soit 50 % de sa rémunération et une pension partielle équivalente au temps de travail non effectué, soit 50 % du calcul de la pension à la date d'effet de sa retraite progressive.
- Quotité de temps partiel à 75 % : durant cette période le fonctionnaire continue de percevoir son salaire au prorata du temps travaillé, soit 75 % de sa rémunération, et une pension partielle équivalente au temps non travaillé, soit à 25 % du calcul de la pension à la date d'effet de sa retraite progressive.

L'agent perçoit donc la rémunération correspondant au temps partiel demandé, complété du complément de pension partielle, calculée au 1er jour de mise en œuvre en fonction du nombre de trimestre et de l'échelon acquis (depuis au moins 6 mois).

Exemple : un agent travaillant à 80 % percevra 86 % de son traitement + 20 % de retraite progressive

- **À LA RETRAITE DÉFINITIVE :**

Au moment du départ, la pension sera liquidée sur la totalité des droits acquis avant et pendant la période de retraite progressive. Le calcul de la pension définitive s'effectuera sur la base du traitement indiciaire détenu depuis au moins 6 mois au moment de la cessation définitive de fonctions.

La pension est donc recalculée en tenant compte des trimestres acquis pendant la durée de la retraite progressive, y compris éventuellement, les bonifications de durée de service et les majorations de durée d'assurance (possibilité de sur cotisation).

Points d'attention !

- L'agent peut changer de quotité de travail une fois par an.
- Le changement de grade ou d'échelon effectif depuis plus de 6 mois et acquis pendant la retraite progressive ne sera pris en compte qu'au départ définitif.

Fin de la retraite progressive

La retraite progressive est réversible. Son versement prend fin quand le fonctionnaire part en retraite définitive. Mais il est également mis fin au versement s'il reprend un travail à temps plein. Dans ce cas, il ne peut plus demander la retraite progressive par la suite.

CDAS : autorisations d'absence (ASA) Note SG du 14 novembre 2023

Les représentants en CDAS ont alerté ***FO Finances*** sur la réduction des autorisations d'absence octroyées par leur direction.

Depuis 2023, ***FO Finances*** n'a cessé d'intervenir sur le recul des droits syndicaux suite aux nouvelles dispositions du Règlement Intérieur (RI) présenté lors du CNAS du 15 décembre 2023.

Le précédent RI de 2019 prévoyait que le temps alloué (ASA15) pour la préparation et le compte-rendu ne pouvait être inférieur à 1 journée (quelle que soit la durée de la réunion).

Le nouveau RI, adopté en 2023, n'a pas maintenu cette disposition. ***FO Finances*** est intervenu auprès du Secrétariat Général (SG) pour dénoncer ce recul.

Stage Action Sociale à Bordeaux en janvier

La Secrétaire Générale, Anne BLONDY-TOURET, a entendu notre revendication.

La solution trouvée par le SG a été la publication d'une note, datée du 14 novembre 2023, transmise à tous les présidents de CDAS.

Cette note précise la nécessité de consacrer à ces séances un temps suffisant… lequel ne saurait avoir, au regard de l'importance des sujets abordés, une durée prévisionnelle inférieure à un jour (note SG ci-dessous).

Par conséquent, le CDAS doit être convoqué sur la journée (durée prévisionnelle de la réunion) permettant aux représentants du personnel en CDAS de poser 1 journée d'ASA15 (quelle que soit la durée de la réunion).

Les membres des CDAS ont ainsi un temps équivalent, soit 1 journée d'ASA15, consacré à la préparation et au compte-rendu. Cette journée d'ASA15 peut être scindée en deux demies journées, à votre convenance.

A cela s'ajoutent d'éventuels délais de route.

Cette note n'appelle aucune interprétation et s'impose aux présidents de CDAS, aux délégués et aux services RH locaux.

Le SG s'est engagé à communiquer à nouveau cette note aux directions et aux présidents de CDAS fin 2024.

FO Finances a demandé que cette note soit inscrite à l'ordre du jour de tous les CDAS. ***FO Finances*** vous invite donc à demander cette inscription à votre président de CDAS pour la prochaine réunion (ou à alerter en séance le président du CDAS).

Note SG du 14 novembre 2023

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Sous-direction des politiques sociales
et des conditions de travail

Secrétariat général

Paris, le

14 NOV. 2023

NOTE POUR
Mesdames et Messieurs les Présidents des Conseils départementaux de l'Action sociale (CDAS)

Objet : Mise en conformité du règlement intérieur des CDAS.

Lors de la réunion du CSA ministériel du 06 juillet 2023, l'attention du ministre a été appelée par les représentants des personnels sur l'application des règles d'autorisations spéciales d'absence accordées aux représentants en CDAS.

Les règlements intérieurs des CDAS adoptés en 2019 comportaient une disposition selon laquelle le temps d'autorisation spéciale d'absence alloué pour la préparation et le compte rendu des réunions « ne saurait être inférieur à une journée ».

Cette disposition ne peut être maintenue dans le nouveau règlement intérieur des CDAS dont les dispositions doivent être conformes à celles des comités sociaux d'administration, comme le prévoit l'arrêté du 15 janvier 2002 relatif à l'organisation de l'action sociale ministérielle. Un projet de RI type sera diffusé après examen du CNAS le 15 décembre prochain. J'appelle toutefois votre attention sur la nécessité de consacrer à ces séances un temps suffisant, garantissant la qualité et la richesse des échanges lequel ne saurait avoir, au regard de l'importance des sujets abordés, une durée prévisionnelle inférieure à un jour.

Par ailleurs, j'en profite pour appeler votre attention sur la rédaction de l'article 7 du règlement intérieur actuel, concernant les représentants suppléants et la possibilité qui leur est ouverte d'assister aux réunions du conseil, même lorsqu'ils ne remplacent pas un représentant titulaire. Cette rédaction n'a pas vocation à être modifiée. A ce titre, les intéressés doivent continuer à être convoqués à ces instances. Ce point a été rappelé aux délégués qui assurent le secrétariat des CDAS.

Je vous remercie de votre aide dans la conduite du dialogue social ministériel.

Les services de SRH3 restent à votre disposition pour vous apporter toutes précisions nécessaires.

La Secrétaire générale

Anne BLONDY-TOURET

Congrès du Syndicat National des Ingénieurs de l'Industrie et des Mines (SNIIM)

Le 36ème congrès annuel du SNIIM s'est tenu le 12 décembre 2024 au sein de l'auditorium de la Bibliothèque Nationale de France François Mitterrand (BNF).

Ce congrès a réuni sur place près de 300 participants qui, au-delà d'une participation aux habituels débats statutaires de notre syndicat, ont pu partager un déjeuner autour d'un buffet.

Cette journée a été marquée par de nombreux échanges tant professionnels qu'amicaux qui, comme nous le disons chaque année, font le grand intérêt de nos congrès. En ouverture, le Secrétaire Général de la Fédération Générale des Fonctionnaires (FGF), Christian Grolier, et la Secrétaire Générale de la fédération des Finances, Pascaline Kerhoas, ont pris la parole pour placer nos attentes légitimes dans le schéma global de la fonction publique et de Bercy.

Ce congrès est également l'occasion de regarder en arrière et de faire le bilan de l'année 2024. L'année n'a clairement pas été à la hauteur des attentes, pas tant pour cause d'inaction du SNIIM, mais bien en lien avec un contexte d'expédition des affaires courantes du gouvernement une grande partie de l'année et de l'absence de budget en cette fin d'année.

Le congrès 2024 a conduit à présenter les orientations stratégiques de la secrétaire générale sortante et seule candidate au poste pour 2025 (Sophie Juin). Ces orientations stratégiques étaient construites autour de 5 thèmes : le déroulement de carrière, dont les promotions et la nécessité de transparence, d'équité et d'optimisation ; le suivi des transformations et des impacts budgétaires sur les IIM ; les relations avec le Secrétariat Général de Bercy ; la communication et les rémunérations. Ces sujets ont conduit à la rédaction de 3 motions. Ces motions et les axes stratégiques évoqués guideront l'action du bureau national pour l'année à venir au profit du corps des IIM, et à travers lui de chaque IIM.

Congrès du Syndicat National des Techniciens de l'économie et de l'industrie (SNaTÉI)

Les 14 et 15 novembre 2024, le congrès du SNaTÉI s'est tenu à Mézières-en-Brenne (36) sous le soleil radieux.

Ce moment a été l'occasion d'aborder de nombreux sujets concernant les TSEI, notamment la rémunération, le recrutement et les promotions. Ces échanges ont été enrichis par l'intervention de Pascaline Kerhoas, Secrétaire Générale de la Fédération ***FO Finances***, qui portait principalement sur la Protection Sociale Complémentaire ainsi que celle de Christian Grolier, Secrétaire Général de Fédération Générale des Fonctionnaires FO, en distanciel, évoquant l'actualité mouvementée de la fonction publique de cette fin d'année 2024.

Ensemble nous avons écrit les motions qui guideront l'action du bureau du SNaTÉI pour 2025.

Assemblée Générale FO Centrale

Une nouvelle équipe dynamique et motivée à FO Centrale Bercy.

Le 31 octobre 2024 s'est tenue l'assemblée générale syndicale annuelle qui a adopté à l'unanimité les rapports moral et financier et validé la nouvelle équipe composée de Jean-Marc LE CORRONC (Secrétaire Général), Marie Céline GAERTNER (Secrétaire Générale Adjointe), Sylvie LONGPRE (Secrétaire générale Adjointe) et William RICHY-FLORENTIN (Secrétaire Général Adjoint et Trésorier). Cette AG, en présence de Pascaline KERHOAS Secrétaire Générale de la Fédération des Finances FO a été l'occasion d'échanger sur les sujets d'actualités généraux : protection sociale complémentaire, retraites mais aussi sur les sujets sensibles d'Administration Centrale : opacité des LDG (lignes directrices de gestion), fiches de signalement, Risques Psychosociaux.

La nouvelle équipe a à cœur de continuer à développer l'audience de FO au sein de toutes les directions d'Administration Centrale pour tous les agents y compris les « invisibles » (corps techniques, agents de sécurité, secrétaires assistantes…) sans oublier les contractuels qui peuvent être précarisés et pressurisés.

Leur credo : « De votre côté, à vos côtés » pour être plus FOrts ensemble.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mercredi 4 décembre 2024

GRÈVES ET RASSEMBLEMENTS CONTRE LE PROJET ANTI-FONCTIONNAIRES

Le 5 décembre, les syndicats de la FSMI (UN1TÉ, FO Préfectures, SNPC FO Gendarmerie, FO Centrale MI, FO Ouvriers d'État, SNFO SIC MI) et les syndicats des Finances (FO DGFIP, l'UNSP FO, FO Centrale de Bercy, FO CCRF, FO Insee, SNPL FO, Union Syndicale des Douanes FO), appellent à une journée de grève, de rassemblements et de manifestations sur l'ensemble du territoire.

Au-delà des coupes budgétaires, vient s'ajouter une offensive en règle contre la Fonction Publique avec 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie et l'amputation de 10% du salaire. Alors que les 2/3 des salariés du privé bénéficient d'accords d'entreprise prenant en charge la totalité de ces jours de carence, l'État employeur a même refusé d'intégrer la possibilité de cette prise en charge lors des négociations sur la protection sociale complémentaire.

Ce mépris à l'égard des fonctionnaires se traduit aussi à travers le maintien du gel du point d'indice et la suppression de la GIPA.

Face à cet assaut anti fonctionnaires du ministre de la fonction publique, un rassemblement est organisé devant Bercy **le jeudi 5 décembre, de 12h à 14h** pour dire **NON !**

Rendez-vous place du Bataillon du Pacifique, Paris 12ème (rue de Bercy angle boulevard de Bercy).

77 MILLIARDS — LES EXONÉRATIONS DE COTISATIONS SOCIALES : EXORBITANTES !

77 Milliards d'euros c'est le coût pour les finances publiques des exonérations de cotisations sociales en 2025. De nombreuses études ont conclu à l'absence d'effets sur l'emploi et la compétitivité des exonérations de cotisations, en particulier celles se situant au-delà de 1.6 du Smic.

Depuis 2019 les exonérations de cotisations ont augmenté de 26 %. Elles étaient alors de **61 milliards d'euros !**

La part des exonérations non compensées est seule responsable du déficit de la Sécurité sociale depuis 2018. Son coût est passé de **10 milliards d'euros en 2018 à 19 milliards en 2023**, une perte de recettes supérieure au déficit cumulé de la Sécurité sociale (hors Covid).

Ce système, en plus d'être très coûteux, encourage la création d'emplois à bas salaires. Les entreprises, subventionnées pour embaucher près du Smic, sont incitées à externaliser et à sous-traiter.

En période d'inflation, les employeurs ont intérêt à limiter les hausses de salaires sous le Smic, car cela compresse les grilles salariales et leur permet de bénéficier de nouvelles exonérations.

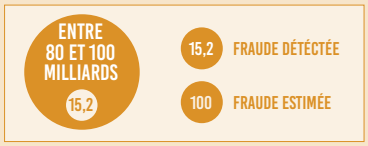
100 MILLIARDS — ÉVASION FISCALE

Au niveau mondial, l'évasion fiscale des multinationales (dans les paradis fiscaux) est estimée à **1 000 milliards** de dollars par an.

En France, la fraude fiscale est estimée entre **80 et 100 milliards** d'euros par an.

Pour FO, la lutte contre la fraude fiscale est un enjeu majeur de souveraineté et de redressement des comptes publics, ainsi qu'une condition essentielle pour faire respecter le principe d'égalité devant l'impôt.

À l'heure où le gouvernement cherche plus de **30 milliards** sur la dépense publique, il serait temps de s'attaquer réellement à la lutte contre l'évasion fiscale (fraude, optimisation) des grands groupes et très hauts patrimoines, champions de l'évitement fiscal.



-9 % — FONCTION PUBLIQUE, UN PROBLÈME D'ATTRACTIVITÉ ?

Ces dernières années témoignent d'une certaine constance dans les décisions prises par les gouvernements : gel du point d'indice, limitation des embauches, réformes inspirées du *« new public management »* etc.

L'année 2025 sera une nouvelle année blanche pour la rémunération des agents de la fonction publique.

Le point d'indice qui sert de base à la rémunération des fonctionnaires est pourtant loin d'avoir suivi l'inflation.

Le pouvoir d'achat du point d'indice poursuit donc sa baisse, comme depuis 30 ans, **affichant près de 9 % de perte rien que depuis 2019**.

La rémunération totale des fonctionnaires (incluant l'avancement à l'ancienneté, les primes ou encore la garantie individuelle de pouvoir d'achat) a progressé plus de deux fois moins vite que celle du secteur privé entre 2011 et 2021.

155 MILLIARDS — DES FINANCES PUBLIQUES DANS LE ROUGE… À QUI LA FAUTE ?

C'est le montant du déficit public en milliards d'euros en 2023.

C'est aussi **5.5 % du PIB**, un record hors période de récession.

Il a été creusé de près de **100 milliards d'euros** depuis 2019.

Le déficit était alors de 58.2 milliards d'euros.

Le creusement des déficits ne provient pas d'une hausse incontrôlée des dépenses mais d'une baisse des recettes.

Elles sont stables depuis 2017 passant en proportion du PIB de **57.6 % à 57 % en 2023**.

Il n'en demeure pas moins que le déficit public est instrumentalisé pour justifier une politique de coupes dans les dépenses publiques, notamment sociales.

FO

FORCE OUVRIÈRE

SECTEUR DE L'ÉCONOMIE ET DU SERVICE PUBLIC

DÉCHIFFRER L'ÉCONOMIE EN 2025

AFFIRMER NOS REVENDICATIONS

FO

50 MILLIARDS — LES PROFITS ONT NOURRI L'INFLATION

Le taux de marge des entreprises atteint **33 % de la richesse produite en 2023**. La hausse du taux de marge des entreprises* est de **deux points de PIB depuis 2019**, soit l'équivalent de **50 milliards d'euros**.

Que s'est-il passé ?

- la hausse brutale des prix de l'énergie et des matières premières a été en grande partie répercutée par les entreprises ;
- contrairement aux chocs pétroliers des années 70, l'inflation a été un moyen pour elles de maintenir leurs profits dans un contexte de baisse de la productivité et de stagnation économique ;
- le phénomène concerne surtout les plus grosses d'entre elles, souvent donneuses d'ordre dans les secteurs de l'agroalimentaire, du raffinage et du transport maritime.

**La part des profits dans la valeur ajoutée.*

60 % — INÉGALITÉS : LE RETOUR À UNE SOCIÉTÉ D'HÉRITIERS

L'héritage joue un rôle prépondérant dans la constitution du patrimoine. **Aujourd'hui 60 % du patrimoine total des ménages en France est hérité**.

- Cette proportion était de 35 % au début des années 70.
- 40 % des Français n'héritent de rien.
- Le top 1 % des héritiers recevront 4.2 millions d'euros en moyenne. C'est 13 millions d'euros pour le top 0.1 %.

Autrement dit, les grandes fortunes sont avant tout le fruit d'un précédent héritage. Une situation qui favorise la constitution de dynasties familiales et accroît de façon considérable les inégalités sociales.
Rappelons que la France est un des pays au monde comptant le plus de milliardaires !

En 2021, **92 % du patrimoine total brut était détenu par la moitié des ménages les plus riches. 15 % du patrimoine total est détenu par 1 % de la population !**

100 MILLIARDS — DIVIDENDES : LES CHIFFRES VERTIGINEUX DU CAC 40

L'année 2024 est un record historique pour le CAC 40 qui a reversé près de **100 milliards d'euros** à ses actionnaires.

Ces versements se sont accrus de 60 % depuis 2019.

Cette distribution a pris la forme de dividendes pour **73 milliards d'euros** et de rachats d'actions pour **25 milliards d'euros**.

À l'heure où les plans de licenciements se multiplient, les entreprises du CAC 40 ont ainsi reversés **66 % des bénéfices** à leurs actionnaires.

Ces chiffres illustrent la prédation qu'opère la finance sur les richesses produites par les travailleurs.

200 MILLIARDS — LES AIDES PUBLIQUES AUX ENTREPRISES EN 2023 : LA FRANCE CHAMPIONNE DES DÉPENSES PUBLIQUES

Chaque année les entreprises bénéficient d'aides publiques liées à des dispositifs dérogatoires et autres subventions. Elles sont principalement composées de niches fiscales ou exonérations de cotisations sociales constituant une perte de recettes pour les services publics et la protection sociale.

Ces aides sont rarement évaluées et, lorsqu'elles le sont, certaines s'avèrent inefficaces, comme l'illustrent les exemples du Crédit d'impôt recherche (CIR) ou des exonérations de cotisations sociales au-delà de 1,6 Smic.

D'autres font l'objet d'une captation par des grands groupes internationaux qui délocalisent ensuite leur production.

À travers ces aides, les entreprises contribuent de moins en moins au financement des services publics. Le poids de la fiscalité est transféré sur les ménages devant supporter une fiscalité indirecte et anti redistributive de plus en plus lourde.

Alors que certains estiment que la France doit réduire ses dépenses publiques pour assurer son désendettement, les aides aux entreprises sont étonnamment passées sous silence.

74 MILLIARDS — UNE POLITIQUE DES « CAISSES VIDES » AU PROFIT DES ENTREPRISES ET DES MÉNAGES LES PLUS RICHES

Les recettes ont baissé de **74 milliards d'euros** depuis 2018 du fait d'une politique ayant multiplié les allègements fiscaux.

Ils ont fragilisé les finances publiques sans pour autant avoir eu les effets qu'ils prétendaient avoir.

Ces baisses incluent notamment :

- **39 milliards d'euros en faveur des entreprises** parmi lesquelles la baisse de l'impôt sur les sociétés ; les impôts de production…
- **35 milliards pour les ménages :** suppression de la taxe d'habitation ayant surtout bénéficié aux 20 % des foyers les plus aisés ; transformation de l'impôt sur la fortune en impôt sur la fortune immobilière (IFI) ; mise en place du PFU.

Loin d'avoir ruisselé, les allègements fiscaux ont alimenté la spéculation sur les marchés financiers.

-0.1 % — C'EST L'ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES ENTRE 2021 ET 2023

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages (en tenant compte de la composition des foyers) a stagné entre 2021 et 2023, malgré les mesures d'urgence mises en place par le gouvernement.

Cette évolution s'explique par le fait que l'indice des prix à la consommation a augmenté de 10 % durant cette période.

Toutefois, c'est une moyenne qui masque un creusement des inégalités entre ménages et une baisse importante du pouvoir d'achat pour une large partie de la population.

Le principal soutien au pouvoir d'achat a été la forte augmentation des revenus du patrimoine (dividendes, intérêts, loyers). Ces derniers ont augmentés de 20 % en termes réels sur les deux dernières années.

À l'inverse, la fin des mesures exceptionnelles pour faire face à l'inflation en 2023 (indemnité inflation, prime exceptionnelle de rentrée, bonus du chèque énergie, remise carburant) a diminué le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres.

80 ANS — NAISSANCE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

En 2025, nous allons fêter les 80 ans de la Sécurité sociale.

En 1945, la France exsangue, connait un PIB nominal aux alentours de **10 milliards d'euros**.

Dans un élan de solidarité, la Sécurité sociale a été créée.

80 ans plus tard, le PIB est aux alentours de **3000 milliards d'euros**.

En conséquence nous sommes **300 fois plus riches** et on nous explique qu'il serait bon de changer notre système de protection sociale !

Sécurité sociale
La vie en Plus

FO

49 % — NOTRE SÉCU EN DANGER

Les cotisations sociales ne financent plus que **49 % des 645 milliards d'euros** de recettes des régimes de base prévues en 2025 (contre plus de 95 % en 1980). Pour information, les recettes nettes du budget général de l'État s'élèvent à **312 milliards** d'euros. Par conséquent les recettes des régimes de base sont plus de deux fois supérieures à celles de l'État. On comprend donc mieux l'appétit féroce des gouvernements successifs à vouloir se l'accaparer !

Celles du régime de base ont été progressivement remplacées par la CSG (20 %) ainsi que d'autres impôts, taxes et contributions sociales (18 %), principalement la TVA (8 %), les taxes sur le tabac (2 %), les alcools (0.6 %), le forfait social (1 %) ou encore la taxe sur les salaires (3 %). La politique d'exonérations de cotisations patronales est en cause, laquelle s'est poursuivie sans relâche ces dernières années.

En attribuant des recettes fiscales à la Sécurité sociale pour compenser les exonérations, ce sont principalement les salariés qui financent ce que les employeurs ne paient plus, soit par leur consommation (TVA), soit par leur activité (CSG). Toutefois, cette évolution remet en question les droits ouverts par les cotisations ainsi que le droit de regard et de gestion confiés aux représentants des travailleurs.

NOS REVENDICATIONS

- **Pour FO, seule l'augmentation des salaires et du point d'indice est la réponse pérenne au maintien du pouvoir d'achat du public comme du privé**
- **FO revendique le retour de l'échelle mobile des salaires de façon à augmenter les salaires en fonction de l'inflation**
- **FO revendique l'augmentation des pensions de retraites et des minima sociaux**
- **FO dénonce les politiques d'austérité au détriment des services publics**
- **FO revendique de rétablir une fiscalité progressive qui mette à contribution les hauts revenus et les revenus financiers**
- **FO demande de mieux conditionner, évaluer et contrôler les aides publiques aux entreprises.**
- **FO demande l'abrogation de la loi sur les retraites.**

masfip
UNIS & SOLIDAIRES

Face aux imprévus de la vie, comptez sur la MASFIP pour être à vos côtés.
Face à ces aléas, nous vous proposons un soutien et un accompagnement réconfortants.

CONTACTEZ VOTRE CONSEILLER MUTUALISTE MASFIP **AU 01 80 97 91 91**

masfip.fr

UNE POLITIQUE SOCIALE SUR MESURE, C'EST POSSIBLE AVEC UPCOOP !

À chaque salarié, sa situation et des besoins

En négociant une participation financière de votre employeur dans le cadre du Cesu préfinancé Chèque Domicile®, vous contribuez à soutenir les salariés dans tous les moments de vie : parentalité/famille, situations de handicap, aidants, familiaux, égalité professionnelle, équilibre de vie.

Exonéré de cotisations fiscales et sociales, pouvant être co-financé ou financé à 100 %, Chèque Domicile® offre l'accès à 26 services à la personne répondant à tous les besoins.

Coopérative de salariés créée par des militants syndicaux, partenaire historique des organisations syndicales et entreprise à mission, UpCoop vous accompagne pour négocier et avoir les moyens d'agir dans l'intérêt collectif.

Up chèque domicile

Retrouvez les solutions UpCoop sur **up.coop**
Contactez notre équipe partenariats :
infopartenariatsetcooperation@up.coop

La coopérative UpCoop est partenaire de

FO | Up Coop

beardeas Crédit photo : Shutterstock / leisuretime70